

RAPPORT ANNUEL 2004
BANQUE PIGUET & CIE S.A.



BANQUE PIGUET & CIE S.A.

DEPUIS 1856

MESSAGE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

L'ANNÉE 2004 A ÉTÉ UN TRÈS BON MILLÉSIME POUR LA BANQUE PIGUET.

Pour la deuxième année consécutive, la Banque a connu une forte croissance des actifs en dépôt de 18 % à près de CHF 4 milliards. Cette augmentation, qui concerne toutes les catégories de clientèle, est due pour moitié à la performance des investissements. Les nouveaux clients et les apports de clients existants représentent l'autre moitié. Des efforts particuliers ont été consentis sur de nouveaux marchés, en Asie et au Moyen Orient, qui devraient contribuer largement au développement de la clientèle ces prochaines années.

Si une grande partie de la croissance est due à la clientèle privée, la clientèle institutionnelle et les gérants indépendants ont également contribué à ce résultat. Notre actionnaire majoritaire, la Banque Cantonale Vaudoise, nous a activement soutenus dans nos développements.

Le bénéfice net après impôts ressort à CHF 7 millions, un résultat très satisfaisant, mais légèrement inférieur à 2003. La Banque a fortement augmenté son résultat opérationnel, mais n'a pas bénéficié en 2004 d'un dividende de sa société affiliée PRS Group à Miami comme ce fut le cas par le passé. En effet, si cette dernière a connu une forte augmentation de sa masse sous gestion, son résultat a été pénalisé par les moins bons résultats de ses fonds alternatifs.

Dans le but de nous rapprocher de nos clients et de les rencontrer dans une ambiance conviviale, nous avons continué de sponsoriser une série d'événements, dont le plus important fut la Coupe des Alpes qui a emmené 160 voitures de collection d'Evian à Cannes en trois jours à travers une vingtaine de cols alpins.

Nous tenons à remercier nos clients pour leur confiance et leur fidélité, ainsi que tout notre personnel pour son travail et son engagement.

2004 a également marqué le début des préparatifs d'un événement majeur prévu en 2006 : le 150^e anniversaire de la Banque Piguët ! De multiples événements, auxquels seront associés nos clients, collaborateurs et amis, jalonnent cette année de jubilé sur nos différents sites.

POLITIQUE DE PLACEMENT

Au début de 2004, les investisseurs avaient retrouvé la foi dans la reprise économique et misaient presque tous sur une hausse des bourses, particulièrement pendant le premier semestre. Comme la croissance était supposée ramener l'inflation dans ses bagages, les obligations faisaient par contre l'objet d'une forte aversion. Les marchés ont bien entendu démenti ces pronostics, puisque les obligations se sont plutôt bien comportées pendant la majeure partie de l'année, hormis un passage difficile au printemps. Les actions ont été très décevantes jusqu'en août et leur performance a été sauvée par le rally des deux derniers mois de l'année. La Banque, qui n'hésite pas à se démarquer des opinions très consensuelles, a assez bien identifié l'évolution des marchés. Sur le plan des obligations, elle a notamment joué l'excellente tenue des obligations d'état en Europe et dans plusieurs marchés périphériques du dollar et de l'euro. Elle a également exploité la fermeté persistante des obligations à haut rendement en recourant à des spécialistes externes. En ce qui concerne les actions, la Banque a aussi tiré parti de la robustesse de certains marchés émergents ainsi que des petites et moyennes capitalisations sur la plupart des grands marchés. Si la sélection des classes d'actifs a donc été bonne, celle des monnaies s'est avérée plus ardue. La Banque a été quelque peu surprise par l'ampleur et la durée de la hausse de l'euro et du franc suisse contre la plupart des devises, y compris celles des pays à bas coûts de production ou celles de pays industrialisés avec de solides fondamentaux et des rendements supérieurs. La performance des comptes basés en franc suisse et en euro n'a donc pas été aussi bonne qu'elle aurait pu l'être, tout en restant satisfaisante par rapport à la moyenne de la place. La performance des comptes libellés en dollar a été excellente.

A l'orée de 2005, l'histoire semble se répéter. Une très vaste majorité d'investisseurs restent convaincus qu'il faut privilégier les actions et éviter les obligations, en raison du bas niveau des taux longs et du retour inéluctable de tensions inflationnistes. Cette dernière crainte est du reste partagée par l'ensemble des agents économiques, qu'il s'agisse des consommateurs ou des banques centrales. En conséquence, jamais les investisseurs n'ont détenu aussi peu d'obligations de qualité et de longue durée. Les seuls véritables acheteurs de ce type de papier ont été les banques centrales des pays dégageant des surplus commerciaux. Ces dernières ont peu d'alternatives pour recycler leurs devises étrangères, notamment le dollar. Comme les investisseurs ne peuvent guère vendre ce qu'ils n'ont pas, il y a peu de risque sur les obligations de qualité, d'autant plus que l'inflation ne représente pas un danger à notre avis. On peut même penser que les banques centrales risquent de pêcher par excès de restriction monétaire, si bien que dans les pays développés, le risque à terme est plus du côté de la faiblesse économique que d'une vigueur excessive. Les obligations des meilleurs débiteurs risquent donc de surprendre en bien, mais ce n'est pas forcément négatif pour les actions, du moins tant que l'économie mondiale et les bénéfices des sociétés continuent à progresser, même si cela se fait à un rythme plus modéré que récemment. La Banque reste donc modérément constructive sur les actions ainsi que sur les obligations à haut rendement pour l'instant, tout en restant attentive aux divers risques

qui guettent ces classes d'actifs à moyen terme. Elle maintient également une exposition importante aux investissements alternatifs, où une sélection rigoureuse, évitant les modes, a permis de réaliser des performances satisfaisantes et régulières à travers différents cycles économiques et de marchés.

Le dollar fait également l'objet d'un pessimisme profond en ce début d'année. Il est trop tôt pour dire s'il fait un fond à long terme, après plusieurs années de baisse, mais on peut suspecter que l'euro et le franc suisse ont atteint des zones insoutenables à long terme et qu'ils devraient commencer à corriger contre un nombre croissant de devises.

GESTION PRIVÉE

UNE PROSPECTION CIBLÉE ET DE BONNES PERFORMANCES D'INVESTISSEMENT À LONG TERME SONT GARANTS DE LA CROISSANCE DES AVOIRS ET DE LA RENTABILITÉ.

La bonne performance des investissements au fil des ans a soutenu nos efforts de prospection et de marketing. Nos marchés traditionnels en Suisse et en Europe ont contribué essentiellement à la croissance et nous avons eu un succès réjouissant dans de nouveaux marchés d'Outre-mer. Le fait de passer le cap des CHF 4 milliards d'actifs est un événement majeur pour la Banque et nous pensons que ce seuil sera largement dépassé en 2005.

Quoique la tendance dans d'autres banques paraît être en défaveur des comptes gérés, nos clients bénéficient majoritairement de la meilleure performance qu'offrent les comptes gérés sous mandat discrétionnaire. Plus de 45 % des actifs en dépôt sont gérés de cette façon. Notre mode de fonctionnement avec une structure ouverte rassemble les meilleurs fonds et produits financiers pour conseiller les clients non gérés. Là aussi, la plupart de nos fonds ont eu une performance au dessus de la moyenne.

Nous sommes particulièrement fiers de la stabilité de nos gestionnaires et de la fidélité de nos clients. L'organisation et le mode de fonctionnement de la Gestion favorisent la continuité et la confiance. Les équipes de gestion changent peu au fil des ans. Nous sommes encouragés par le fait que les nouveaux clients paraissent apprécier les relations stables qui souvent transcendent les générations.

GESTION INSTITUTIONNELLE

DE BONNES PERFORMANCES SOUTIENNENT LE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME DE LA GESTION INSTITUTIONNELLE.

Sans pour autant pouvoir rivaliser avec les excellents résultats obtenus en 2003, les performances de gestion dégagées sur les mandats en 2004 dans un environnement de marchés assez difficile se comparaient à nouveau favorablement en absolu comme en relatif. Cette régularité des performances, qui se confirme au fil des années, a encore contribué à la poursuite du développement de cette activité et abouti à l'obtention de nouveaux mandats durant l'exercice.

Dans le milieu des institutions de prévoyance, la relation de confiance s'installe sur la durée. C'est pourquoi nous envisageons l'avenir avec optimisme et sommes persuadés que les nombreux contacts noués au fil des ans devraient se traduire par une poursuite de l'augmentation de la masse gérée. Des soumissions pour des mandats institutionnels sont d'ailleurs en cours et pourraient déboucher assez rapidement sur une augmentation du nombre de mandats gérés pour le compte d'institutions de prévoyance.

GÉRANTS INDÉPENDANTS

LES GÉRANTS INDÉPENDANTS SONT TOUJOURS PLUS NOMBREUX À NOUS CHOISIR COMME BANQUE DÉPOSITAIRE DE LEURS CLIENTS. CELA RENFORCE NOTRE OBLIGATION DE QUALITÉ.

En 2004, les avoirs déposés par la clientèle des gérants indépendants auprès de notre Banque ont fortement augmenté. Cela est dû en grande partie à l'arrivée d'un nouveau gérant important au cours de l'année sous revue, mais cette activité a également connu une forte progression avec les gérants indépendants qui nous font confiance depuis de nombreuses années. Cette croissance s'est traduite par le renforcement de l'équipe du service Gérants indépendants.

Les règles bancaires deviennent chaque année un peu plus strictes et rigides, notamment par le renforcement de la lutte anti-blanchiment ou au travers des accords entre la Suisse et l'Union européenne. Nous devons nous y conformer et accompagner les gérants dans leurs démarches visant à trouver les meilleures solutions pour leur clientèle afin de respecter ces obligations sans être trop pénalisés. Dans ce contexte, nous avons privilégié la souplesse et nous avons tenté de trouver les solutions les mieux adaptées, parfois hors des sentiers battus. Cela a été rendu possible grâce à la bonne collaboration de notre service juridique toujours disposé à prodiguer les meilleurs conseils. Le « sur mesure » est devenu essentiel pour maintenir des prestations de qualité.

Nous avons en outre communiqué les évolutions relatives aux dispositions d'application de l'accord entre la Suisse et l'Union européenne sur la fiscalité de l'épargne et nous continuerons d'accompagner les gérants indépendants face à cette nouvelle problématique en 2005.

Sur le plan des marchés financiers enfin, nos réunions régulières de présentation de la stratégie d'investissement sont de plus en plus suivies par les gérants qui apprécient la vision claire de notre département de Recherche d'investissements.

ORGANES DE LA BANQUE AU 25 AVRIL 2005

Conseil d'administration

Président

Christopher E. Preston	Directeur général, Banque Cantonale Vaudoise
------------------------	----------------------------------------------

Vice-président

Bernard Lachenal	Avocat
------------------	--------

Membres

Gonzalo Rodríguez-Fraile	Président, PRS Group
Philip Seligman-Schuerch	Economiste
Alexandre Zeller	Président de la Direction générale, Banque Cantonale Vaudoise

Direction générale

Charles de Boissezon	Président de la Direction générale
Arnold Meilland	Directeur général
Claude Figeat	Directeur général

Organe de révision

KPMG Fides Peat

**CHIFFRES CLÉ DE LA BCV, NOTRE ACTIONNAIRE MAJORITAIRE,
AU 31 DÉCEMBRE 2004**

Bilan (en millions de francs)

Total du bilan	32 295
Avances à la clientèle	22 112
Dépôts de la clientèle et emprunts	24 566
Fonds propres	2 920

Résultat

Bénéfice brut	399
Bénéfice net	337

Masse en dépôt 64 071

Effectif total (en unités de travail à plein temps) 2 423

Données boursières

Cours le plus haut	208.00
Cours le plus bas	111.00

Structure du capital

Etat de Vaud	67,65 %
Public	32,35 %

Participation BCV au capital de la Banque Piguet & Cie S.A. : 79 %

COMPTES ANNUELS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
 (avant répartition du bénéfice)

Actifs	CHF	
	2004	2003
Liquidités	7 346 085.29	3 728 073.38
Créances résultant de papiers monétaires	11 128.59	50 958.18
Créances sur les banques	58 304 455.14	71 854 173.64
Créances sur la clientèle	131 435 859.93	95 756 112.49
Créances hypothécaires	139 029 523.50	125 296 528.90
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	1 146 532.12	–
Immobilisations financières	7 426 290.86	7 815 515.86
Participations	9 649 947.90	12 894 447.90
Immobilisations corporelles	15 013 000.00	15 408 815.00
Comptes de régularisation	3 749 455.88	4 560 378.22
Autres actifs	7 887 620.82	10 004 482.41
Total des actifs	380 999 900.03	347 369 485.98
Total des créances sur les sociétés du groupe et les participants qualifiés	37 637 114.37	62 606 679.23
Passifs		
Engagements envers les banques	98 273 020.47	75 446 366.15
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	9 004 263.00	7 164 086.44
Autres engagements envers la clientèle	191 608 538.00	190 819 735.17
Comptes de régularisation	5 965 027.55	3 893 885.99
Autres passifs	9 293 241.48	11 539 767.98
Correctifs de valeurs et provisions	5 415 300.00	4 391 535.00
Réserves pour risques bancaires généraux	1 500 000.00	–
Capital social	20 000 000.00	20 000 000.00
Réserve légale générale	10 000 000.00	10 000 000.00
Réserve pour propres titres de participation	2 256 165.00	–
Autres réserves	20 543 835.00	16 000 000.00
Bénéfice reporté	114 109.25	61 147.02
Bénéfice de l'exercice	7 026 400.28	8 052 962.23
Total des passifs	380 999 900.03	347 369 485.98
Total des engagements envers les sociétés du groupe et les participants qualifiés	90 925 419.56	73 409 430.55

OPÉRATIONS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE

Hors bilan	CHF	
	2004	2003
Engagements conditionnels	9 268 593.65	13 296 172.51
Engagements irrévocables	6 340 000.00	7 016 000.00
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	1 000.00	1 000.00
Instruments financiers dérivés		
<i>Montants des sous-jacents</i>	507 340 878.37	386 142 748.95
<i>Valeurs de remplacement positives</i>	6 869 263.70	8 632 698.71
<i>Valeurs de remplacement négatives</i>	7 773 110.53	9 503 253.03
Opérations fiduciaires	357 156 236.00	250 494 651.10

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE

	CHF	
	2004	2003
Produits et charges de l'activité bancaire ordinaire		
Résultat des opérations d'intérêts		
<i>Produit des intérêts et des escomptes</i>	7 720 507.92	6 294 597.05
<i>Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières</i>	259 211.20	262 595.27
<i>Charges d'intérêts</i>	- 2 052 012.39	- 2 235 337.39
Sous-total résultat des opérations d'intérêts	5 927 706.73	4 321 854.93
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		
<i>Produit des commissions sur les opérations de crédit</i>	140 541.59	159 493.96
<i>Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements</i>	32 523 122.38	27 766 932.85
<i>Produit des commissions sur les autres prestations de service</i>	1 058 905.63	964 100.32
<i>Charges de commissions</i>	- 4 801 470.53	- 2 700 642.63
Sous-total résultat des opérations de commissions et des prestations de service	28 921 099.07	26 189 884.50
Résultat des opérations de négoce	5 642 648.32	5 450 576.96
Autres résultats ordinaires		
<i>Résultat des aliénations d'immobilisations financières</i>	47 953.91	- 114 809.35
<i>Produit des participations</i>	5 500.00	4 340 500.00
<i>Résultat des immeubles</i>	35 352.00	65 774.68
<i>Autres produits ordinaires</i>	198 134.66	303 128.20
Sous-total autres résultats ordinaires	286 940.57	4 594 593.53
Charges d'exploitation		
<i>Charges de personnel</i>	- 19 468 596.65	- 17 985 542.35
<i>Autres charges d'exploitation</i>	- 10 042 942.54	- 9 574 947.68
Sous-total charges d'exploitation	- 29 511 539.19	- 27 560 490.03
Bénéfice brut	11 266 855.50	12 996 419.89
Amortissements sur l'actif immobilisé	- 1 686 217.61	- 1 401 179.41
Correctifs de valeurs, provisions et pertes	- 1 597 687.24	- 2 729 198.73
Résultat intermédiaire	7 982 950.65	8 866 041.75
Produits extraordinaires	3 480 615.63	610 233.03
Charges extraordinaires	- 1 500 000.00	- 27 448.00
Impôts	- 2 937 166.00	- 1 395 864.55
Bénéfice de l'exercice	7 026 400.28	8 052 962.23

Tableau de financement (en milliers de francs)

	2004			2003		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)						
Résultat de l'exercice	7 026	–		8 053	–	
Amortissements sur l'actif immobilisé	1 686	–		1 401	–	
Bénéfice comptable sur ventes de participations	–	3 038		–	–	
Attribution à la réserve pour risques généraux bancaires	1 500	–		–	–	
Correctifs de valeurs et provisions	1 386	363		1 455	–	
Comptes de régularisation actifs	811	–		–	1 683	
Comptes de régularisation passifs	2 071	–		2 829	–	
Autres rubriques	2 116	2 245		5 440	5 031	
Dividende de l'exercice précédent	–	1 200		–	–	
Solde	16 596	6 846	9 750	19 178	6 714	12 464
Flux de fonds des mutations dans l'actif immobilisé						
Participations	154	–		–	25	
Immeubles à l'usage de la banque	–	526		–	887	
Autres immeubles	1 134	–		1 774	–	
Autres immobilisations corporelles	10	1 339		–	497	
Solde	1 298	1 865	-567	1 774	1 409	365
Flux de fonds de l'activité bancaire						
Opérations à moyen et long termes (>1 an)						
<i>Engagements envers les banques</i>	–	–		–	4 000	
<i>Engagements envers la clientèle</i>	4 463	–		3 722	–	
<i>Créances sur la clientèle</i>	6 319	–		–	4 421	
<i>Créances hypothécaires</i>	–	7 973		–	52 102	
<i>Immobilisations financières</i>	831	–		–	399	
Opérations à court terme						
<i>Fonds d'épargne et de placement</i>	1 840	–		2 372	–	
<i>Autres engagements</i>	–	3 674		44 911	–	
<i>Créances résultant de papiers monétaires</i>	40	–		–	30	
<i>Créances sur les banques</i>	13 550	–		–	12 609	
<i>Créances sur la clientèle</i>	–	36 440		–	8 796	
<i>Créances hypothécaires</i>	–	5 760		32 130	–	
<i>Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce</i>	–	1 147		2 317	–	
<i>Immobilisations financières</i>	–	441		415	–	
Solde	49 870	55 435	-5 565	85 867	99 551	-13 684
Etat des liquidités						
Liquidités	–	3 618		855	–	
Solde	–	3 618	-3 618	855	–	855
Total sources de fonds	67 764			107 674		
Total emplois de fonds		67 764	–		107 674	–

ANNEXE

1. Commentaires relatifs à l'activité et mention de l'effectif du personnel

Généralités

La Banque Piguët & Cie SA (ci-après la Banque) a pour but l'exploitation d'une banque axée principalement sur la gestion de fortune et l'exercice d'une activité de négociant en valeurs mobilières. En complément de ses activités de gestion de patrimoine, la Banque accorde principalement des crédits lombards et hypothécaires pour certains de ses clients.

La Banque exerce son activité à partir de son siège social à Yverdon-les-Bains, de sa succursale de Genève et de ses agences de Lausanne et Lugano. L'effectif de son personnel converti en emplois à plein temps, s'élevait à la fin de l'année 2004 à 90,8 collaborateurs, soit un effectif augmenté de 4,8 par rapport à fin 2003.

Les activités principales de la Banque sont les suivantes :

Opérations au bilan

Les opérations d'intérêts effectuées pour le compte de clients sont générées par des prêts à la clientèle généralement couverts par titres ou gages hypothécaires, ces derniers entrant essentiellement dans le cadre de financements d'habitations.

Les opérations interbancaires à court et moyen termes sont principalement effectuées avec le groupe Banque Cantonale Vaudoise (BCV).

La Banque gère le risque de taux de son bilan par le biais de swaps de taux (IRS).

Opérations de négoce

La Banque exécute pour le compte de sa clientèle l'ensemble des opérations de négoce usuellement proposées par la profession sur la base de recommandations de son service d'analyse financière.

Concernant l'activité pour son propre compte, la Banque a fixé des limites très restrictives.

Opérations de commissions et de prestations de service

La gestion de fortune, les opérations relatives aux dépôts fiduciaires, ainsi que le négoce de titres et de dérivés pour le compte de la clientèle représentent l'essentiel des opérations de commissions et de prestations de service. La Banque fournit en outre des prestations de service dans le domaine de la gestion discrétionnaire, ainsi que dans l'administration de fonds de placement.

Les opérations de prestations de service sont destinées à la clientèle privée et institutionnelle.

Autres domaines d'activités

La Banque a réduit, au 31 décembre 2004, sa participation minoritaire de 33,3% à 25,0% dans PRS Group, sociétés spécialisées dans la gestion alternative. Cette réduction permettra la mise en place d'un plan d'intéressement au capital des cadres de ce groupe.

Gestion des risques

La gestion des risques est basée sur la politique en matière de risques de crédit et de marché. La Banque a nommé un Risk Manager et un comité de risques représentatif des différentes activités comportant des risques au sein de la Banque.

Un système d'information centralisé des différentes composantes des activités à risque a été mis en place.

Risques de défaillance

La politique de crédit englobe la totalité des engagements qui pourraient entraîner des pertes si les contreparties se trouvaient dans l'incapacité de rembourser leurs engagements.

La Banque limite les risques de crédit en les répartissant, en se montrant exigeante sur la qualité des débiteurs et par le biais de marges de couverture. La qualité des clients est évaluée selon des critères de solvabilité uniformes. L'organisation des compétences en matière d'octroi de crédits est définie par le Conseil d'administration. La valeur des garanties fait l'objet de contrôles périodiques par genre de couverture. L'expertise immobilière de la Banque apporte son concours aux instances de crédit ainsi qu'aux clients pour toutes questions techniques et d'évaluation relatives à des biens immobiliers.

Pour l'évaluation de biens immobiliers, la Banque a édicté des procédures :

- objet habité par son propriétaire : valeur réelle
- objet de rendement : valeur de rendement
- terrain à construire : valeur du marché compte tenu de l'utilisation future.

Le montant des prêts est fonction de la capacité du client à assumer le service de la dette et du taux d'avance sur les gages retenus par la Banque. Les hypothèques en deuxième rang doivent être amorties. Pour l'évaluation des titres servant de couverture (crédits lombards), la Banque applique le principe de la valeur de marché sous déduction des marges de nantissement réglementaires.

Les correctifs de valeurs et les provisions sont réexaminés et réajustés trimestriellement.

Risques de taux

Le risque de taux provient de la non-concordance des échéances à l'actif et au passif du bilan. La Banque a comme politique de se refinancer dans la même monnaie sur les mêmes échéances pour tous les crédits importants.

Des limites sont fixées en termes d'effet sur le revenu et de sensibilité sur les fonds propres. Le risque de taux est mesuré mensuellement à l'aide d'un outil informatique qui analyse l'effet des variations de taux sur le revenu et les fonds propres. Etant donné l'activité de la Banque, le risque de taux peut être considéré comme marginal.

Autres risques de marché

Pour limiter les autres risques de marché, qui sont essentiellement des risques de position sur titres de participation et devises, la Banque a institué un système de limites. Les positions de négoce font l'objet de contrôles quotidiens.

Risques de liquidité

Les risques de liquidité sont contrôlés selon les dispositions légales applicables en la matière. La négociabilité des positions pour propre compte est surveillée de façon régulière.

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont définis comme « des risques de pertes directes ou indirectes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable aux procédures, au facteur humain, aux systèmes ou à des événements extérieurs ». Des règlements et des directives internes portant sur l'organisation et les contrôles permettent de limiter ces risques. Le système de contrôle interne est vérifié par la révision interne et suivi par le Compliance Officer et le Risk Manager. Tous rendent directement compte de leurs travaux au Conseil d'Administration.

Compliance et risques juridiques

Le Compliance Officer contrôle le respect par la Banque des dispositions réglementaires en vigueur ainsi que des devoirs de diligence propres aux intermédiaires financiers. Le Compliance Officer et le service juridique veillent à l'adaptation des directives internes aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires. Ils suivent les développements législatifs en cours auprès des autorités de surveillance, du gouvernement, du parlement ou d'autres organismes.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

La Banque a confié à :

- THALES INFORMATION SYSTEMS SA : la gestion et l'exploitation des systèmes informatiques
- SUNGARD INVESTMENT SYSTEMS SA : l'exploitation du logiciel bancaire
- BIVERONI BATSCHELET PARTNERS AG : l'exploitation de la messagerie interbancaire (SIC, SWIFT, SECOM).

Cette externalisation a fait l'objet, conformément aux exigences de la Commission fédérale des banques, d'un contrat de service détaillé. Afin de garantir la confidentialité des opérations, les collaborateurs du prestataire de services sont tous soumis au secret bancaire.

2. Principes comptables et principes d'évaluation

Principes de base

La tenue de la comptabilité ainsi que les principes comptables et d'évaluation sont conformes au Code des obligations, à la loi fédérale sur les banques et à son ordonnance, aux dispositions statutaires et aux directives de la Commission fédérale des banques.

Modification des principes comptables et des principes d'évaluation

Il n'y a pas eu de changements significatifs durant l'exercice 2004.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Toutes les opérations sont enregistrées dans les livres le jour de leur conclusion et évaluées dès ce jour en vue de la détermination du résultat.

Conversion des monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les principaux taux de change utilisés lors du bouclage annuel, sont les suivants :

	2004		2003	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
EUR	1.5456	1.5437	1.5550	1.5227
USD	1.1371	1.2401	1.2325	1.3365
GBP	2.1831	2.2736	2.1950	2.1964
JPY	1.1097	1.1508	1.1500	1.1571

Principes généraux d'évaluation

Les actifs et passifs ainsi que les affaires hors bilan publiés sous une même rubrique font toujours l'objet d'une évaluation individuelle. Les créances et engagements libellés en monnaies étrangères ainsi que les positions en devises sont évalués au taux de change en vigueur à la date du bilan.

Liquidités, créances résultant de papiers monétaires, créances sur les banques et engagements au passif

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition, déduction faite des correctifs de valeurs individuels pour créances compromises.

Prêts (créances sur la clientèle et créances hypothécaires)

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des correctifs de valeurs individuels. Les opérations hors bilan telles qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation. Une créance est considérée comme compromise lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et/ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours.

Les intérêts échus depuis plus de 90 jours sont dits en souffrance. La Banque les comptabilise au compte de résultat et constitue une provision d'égal montant dans le compte correctif de valeurs et provisions.

Lorsqu'une créance est considérée comme entièrement ou partiellement irrécupérable ou que la Banque renonce à la récupérer, elle est amortie par le débit du correctif de valeur correspondant. Les montants récupérés sur des créances amorties sont crédités directement à la rubrique correctifs de valeurs et provisions.

La Banque tient à jour, trimestriellement, la liste des créances en souffrance et des créances compromises.

Une créance n'est plus considérée comme compromise, si les arriérés (capital et intérêts) ont été réglés et le service de la dette a repris normalement.

Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce

Les portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce sont toujours évalués et portés au bilan à leur juste valeur (fair value). La juste valeur découle soit du prix donné par un marché liquide et efficient ou, s'il est impossible d'établir la juste valeur, l'évaluation et l'inscription au bilan s'effectuent selon le principe de la valeur la plus basse.

Les gains et pertes de cours ainsi que le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce sont comptabilisés dans le résultat des opérations de négoce. La Banque ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont estimés selon le principe de la valeur la plus basse.

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués à la valeur d'acquisition compte tenu de la délimitation sur la durée de l'agio ou du disagio. Les gains et pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités sur la durée résiduelle de l'opération, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance initialement prévue. Les dépréciations de valeur pour raison de solvabilité, de même que les reprises subséquentes, sont comptabilisées sous la rubrique « Autres charges ordinaires » ou « Autres produits ordinaires ».

Participations non consolidées

Les actions et autres titres de participation détenus par la Banque dans l'objectif d'un placement permanent indépendamment de la part donnant droit de vote, sont portés au bilan à leur prix d'acquisition, déduction faite des éventuelles corrections de valeur jugées nécessaires en cas de diminution durable de la valeur des participations.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, la Banque amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan de même que les amortissements supplémentaires, non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Amortissements sur l'actif immobilisé » du compte de résultat.

Les durées d'utilisation prévues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- immeubles, sans les terrains max. 65 ans
- autres immobilisations corporelles max. 5 ans
- logiciels, matériel informatique et de communication max. 5 ans

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Engagements de prévoyance

Le groupe Banque Cantonale Vaudoise (BCV) auquel appartient la Banque Piquet & Cie SA a souscrit pour l'ensemble de ses collaborateurs à divers plans de prévoyance conformément aux législations locales. Ces plans, pour l'essentiel, sont juridiquement établis selon le principe de la primauté des cotisations. Les employés de la Banque Piquet & Cie SA sont affiliés au plan de la maison mère. Au vu du soutien apporté par le Groupe pour réduire le déficit technique de la principale institution de prévoyance, la Caisse de pension de la Banque Cantonale Vaudoise, le plan a été qualifié de plan avec primauté des prestations – pour le calcul des engagements de prévoyance – au sens de la Swiss-GAAP RPC 16. Les calculs actuariels, effectués par des experts indépendants pour l'ensemble de la Caisse de pension, servent de base pour la détermination proportionnelle des engagements et des charges de prévoyance de la Banque Piquet & Cie SA. Les excédents de couverture ne sont activés que dans la mesure où ils permettent de réduire la charge future de l'employeur. Les excédents de couverture ne peuvent toutefois pas être restitués à l'employeur. Les insuffisances de couverture résultant de la première application de cette norme sont amorties sur la durée résiduelle moyenne de service des collaborateurs actifs.

Impôts

Impôts courants

Les impôts courants sont des impôts sur les bénéfices de nature récurrente, en général annuels. Les impôts ponctuels ou les impôts sur transactions ne font pas partie des impôts courants sur les bénéfices.

Les impôts courants affectant le résultat de la période correspondante sont déterminés conformément aux prescriptions fiscales pertinentes et comptabilisés comme charge de la période comptable au cours de laquelle les bénéfices ont été réalisés.

Les impôts directs dus au titre du bénéfice courant sont comptabilisés au passif du bilan sous la rubrique « comptes de régularisation ».

Engagements conditionnels, engagements irrévocables, engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, la Banque constitue des provisions dans les passifs du bilan.

Correctifs de valeurs et provisions

En application du principe de prudence, la Banque constitue des correctifs de valeurs et des provisions individuelles pour tous les risques de perte reconnaissables. Les correctifs de valeurs et provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissous et portés au compte de résultat.

Instruments financiers dérivés

Opérations de négoce

Tous les instruments financiers dérivés de la Banque sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives sont portées au bilan sous les rubriques « Autres actifs » et « Autres passifs ». La juste valeur découle du prix résultant d'un marché efficient et liquide.

Le résultat, réalisé et non réalisé, des transactions sur instruments financiers dérivés utilisés à des fins de négoce est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce ».

Opérations de couverture

La Banque utilise aussi des instruments financiers dérivés pour piloter les risques de taux (IRS), dans le cadre de la gestion des actifs.

Le solde des résultats des opérations de couverture utilisées pour couvrir les risques de taux est enregistré sous la rubrique « Charges d'intérêts ». Les intérêts courus ainsi que la variation des valeurs de remplacement sont présentés dans le « Compte de compensation » sous « Autres actifs » ou « Autres passifs ».

Les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sont documentés lors de la conclusion des opérations.

3. Informations se rapportant au bilan

Les chapitres ci-dessous sont numérotés selon les Directives sur l'établissement des comptes (DEC-CFB). Les numéros manquants ne sont pas applicables à Banque Piguet & Cie S.A.

3.1 Aperçu des couvertures des prêts et des opérations hors bilan (en milliers de francs)

	Nature des couvertures			Total
	Garanties hypothécaires	Autres garanties	En blanc	
Prêts				
Créances sur la clientèle	6 925	103 329	21 182	131 436
Créances hypothécaires				
<i>immeubles d'habitation</i>	130 192	–	–	130 192
<i>immeubles commerciaux</i>	1 650	–	–	1 650
<i>artisanat et industrie</i>	580	–	–	580
<i>autres</i>	6 608	–	–	6 608
Total des prêts				
31.12.2004	145 955	103 329	21 182	270 466
31.12.2003	131 548	73 233	16 272	221 053
Hors bilan				
Engagements conditionnels	–	8 357	912	9 269
Engagements irrévocables	5 890	450	–	6 340
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	–	–	1	1
Total hors bilan				
31.12.2004	5 890	8 807	913	15 610
31.12.2003	7 016	11 131	2 166	20 313
	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeurs individuels
Créances compromises				
31.12.2004	15 993	11 782	4 211	4 211
31.12.2003	15 523	12 959	2 564	2 564

3.2 Répartition des portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce, des immobilisations financières et des participations (en milliers de francs)

Répartition des portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce (en milliers de francs)

Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	2004	2003
Titres de participation	1 147	–
Total des portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	1 147	–
<i>dont titres admis au réescompte ou nantissement par la banque d'émission</i>	–	–

Créances et engagements essentiels contenus dans d'autres rubriques du bilan, évalués au prix du marché et dont le résultat est mentionné sous la rubrique « Résultat des opérations de négoce »

Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés (autres actifs)	6 869	8 633
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés (autres passifs)	- 7 773	- 8 484
Total	- 904	149

Répartition des immobilisations financières (en milliers de francs)

	Valeur comptable		Juste valeur	
	2004	2003	2004	2003
Titres de créance	7 313	7 377	7 765	7 889
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	<i>7 313</i>	<i>7 377</i>	<i>7 765</i>	<i>7 889</i>
Titres de participation	113	438	116	533
Total	7 426	7 815	7 881	8 422
dont titres admis au réescompte ou en nantissement par la banque d'émission	6 546	6 761	6 999	7 274

Participations (en milliers de francs)

	2004	2003
Avec valeur boursière	183	183
Sans valeur boursière	9 467	12 712
Total des participations	9 650	12 895

3.3 Participations essentielles

Société/ siège	Activité	Capital en milliers d'unités	Participation en %	
			2004	2003
Cofimor Investment and Finance Limited, Nicosie, Chypre	Sans	CHF 3	86	86
Piguet Advisory SA, Luxembourg	Gestion de fonds de placement	CHF 125	–	100
Piguet Asset Management SA, Luxembourg	Gestion de fonds de placement	CHF 210	100	100
Piguet Bank & Trust Ltd, en liquidation, Iles Caymans	Gestion de fortune	USD 1 000	100	100
PRS International Consulting, Miami	Gestion de fortune	USD 1	25	33,33
PRS International (Cayman) Ltd, Iles Caymans	Gestion de fortune	USD 250	25	33,33
PRS Latam LLC ¹⁾ , Wilmington (Delaware)	Gestion de fortune	USD 266	16,66	–
PRS Partner USA LLC ¹⁾ , Wilmington (Delaware)	Gestion de fortune	USD 200	16,66	–

¹⁾ Ces participations ont été reprises de notre filiale Piguet Bank & Trust Ltd en liquidation. Piguet Advisory SA a été liquidée durant l'exercice 2004.

3.4 Présentation de l'actif immobilisé (en milliers de francs)

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable à la fin de l'exercice 2003	Exercice de référence				Valeur comptable à la fin de l'exercice 2004
				Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	
Participations								
<i>Participations majoritaires</i>	2 340	- 328	2 012	–	–	- 125	–	1 887
<i>Participations minoritaires</i>	11 884	- 1 001	10 883	–	124	- 2 675	- 569	7 763
Total des participations	14 224	- 1 329	12 895	–	124	- 2 800	- 569	9 650
Immeubles								
<i>Immeubles à l'usage de la Banque</i>	13 155	- 1 679	11 476	–	526	–	- 219	11 783
<i>Autres immeubles</i>	3 504	- 1 020	2 484	–	–	- 1 134	- 41	1 309
Autres immobilisations corporelles	10 066	- 8 617	1 449	–	1 354	- 25	- 857	1 921
Total des immobilisations corporelles	26 725	- 11 316	15 409	–	1 880	- 1 159	- 1 117	15 013
Valeur d'assurance incendie des immeubles								15 177
Valeur d'assurance incendie des autres immobilisations corporelles								6 997
Engagements : termes de leasing futurs résultant de leasing d'exploitation								3

3.5 Autres actifs et autres passifs (en milliers de francs)

	2004		2003	
	Autres actifs	Autres passifs	Autres actifs	Autres passifs
Valeurs de remplacement des instruments financiers dérivés				
<i>Contrats pour propre compte</i>				
<i>Gestion du bilan</i>	165	1 179	178	1 216
<i>Contrats en qualité de commissionnaire</i>	6 704	6 594	8 455	8 287
Total des instruments financiers dérivés	6 869	7 773	8 633	9 503
Compte de compensation	419	–	217	–
Impôts indirects	–	824	99	598
Actifs et passifs divers	600	696	1 055	1 438
Total des autres actifs et autres passifs	7 888	9 293	10 004	11 539

3.6 Indication des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété (en milliers de francs)

	2004		2003	
	Valeur comptable	Engagements effectifs	Valeur comptable	Engagements effectifs
Immobilisations financières	5 600	–	5 659	–

3.7 Indication des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle (en milliers de francs)

Les employés de la Banque Piquet & Cie S.A. sont affiliés au plan de prévoyance de la Banque Cantonale Vaudoise.

Sur la base des hypothèses retenues pour le calcul actuariel effectué par l'expert indépendant, le plan de prévoyance de la Banque Cantonale Vaudoise présente, à fin 2004, un léger excédent d'actif. Cette contribution exceptionnelle versée dans le cadre de l'assainissement de la Caisse de Pensions BCV s'élève à CHF 363 200.–.

Ce montant avait été provisionné à charge de l'exercice 2003 pour CHF 450 000.–.

L'exercice 2004 comprend une provision de même nature pour un total de CHF 410 300.– à payer en 2005. Cette provision figure sur le tableau 3.9 ci-dessous sous « Autres provisions ».

3.9 Présentation des correctifs de valeurs et provisions (en milliers de francs)

	Etat à la fin de l'exercice 2003	Utilisations conformes à leur but	Modifications de l'affectation (nouvelles affectations)	Recouvrements, intérêts compromis, différences de change	Nouvelles constitutions à charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat à la fin de l'exercice 2004
Correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance (risques de recouvrement et risques-pays)	3 365	–	–	–	1 063	–	4 428
Correctifs de valeurs et provisions pour autres risques d'exploitation	577	–	–	–	–	–	577
Autres provisions	450	- 363	–	–	323	–	410
Total des correctifs de valeurs et provisions selon le bilan	4 392	- 363	–	–	1 386	–	5 415
Réserves pour risques bancaires généraux	–	–	–	–	1 500	–	1 500

3.10 Présentation du capital social (en milliers de francs)

	2004			2003		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital-actions	20 000	200 000	20 000	20 000	200 000	20 000

Propriétaires importants de capital et groupes de propriétaires de capital liés par des conventions de vote (plus de 5%)

avec droit de vote	2004			2003		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne	15 800	158 000	15 800	13 000	130 000	13 000
Arnold Meilland, Genolier	1 200	12 000	1 200	1 200	12 000	1 200
Hoirie de Pierre Dejardin-Verkinder, Genève	–	–	–	2 800	28 000	2 800

Les autres actions de la Banque sont détenues à raison de 9 600 actions (2003: 8 200 actions) par la Fondation d'intéressement Banque Piguët & Cie SA et 20 400 actions (2003: 21 800 actions) par des collaborateurs de la Banque.

Les actions en possession de la Fondation d'intéressement Banque Piguët & Cie SA sont considérées comme une détention indirecte de propres titres de participation.

3.11 Justification des capitaux propres (en milliers de francs)

Capitaux propres au début de l'exercice de référence

Capital social libéré	20 000
Réserve légale générale	10 000
Autres réserves	16 000
Bénéfice au bilan	8 114
Total des capitaux propres au début de l'exercice 2004 (avant répartition du bénéfice)	54 114
+ Attribution aux réserves pour risques bancaires généraux	1 500
- Prélèvement sur les Autres réserves	- 2 256
+ Attribution à la Réserve pour propres titres de participation	2 256
- Dividende prélevé sur le bénéfice de l'exercice précédent	- 1 200
+ Bénéfice de l'exercice de référence	7 026
Total des capitaux propres à la fin de l'exercice 2004 (avant répartition du bénéfice)	61 440

dont :

Capital social libéré	20 000
Réserve légale générale	10 000
Réserves pour risques bancaires généraux	1 500
Réserve pour propres titres de participation	2 256
Autres réserves	20 544
Bénéfice au bilan	7 140

3.12 Structure des échéances de l'actif circulant et des fonds étrangers (en milliers de francs)

	Echéant							Total
	A vue	Dénonçable	Dans les 3 mois	Dans plus de 3 mois jusqu'à 12 mois	Dans plus de 12 mois jusqu'à 5 ans	Dans plus de 5 ans	Immobilisé	
Actif circulant								
Liquidités	7 346	–	–	–	–	–	–	7 346
Créances résultant de papiers monétaires	–	–	11	–	–	–	–	11
Créances sur les banques	58 304	–	–	–	–	–	–	58 304
Créances sur la clientèle	35 269	20 074	15 522	55 153	5 418	–	–	131 436
Créances hypothécaires	–	19 492	22 685	20 647	72 042	4 164	–	139 030
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	–	–	1 147	–	–	–	–	1 147
Immobilisations financières	113	–	767	–	946	–	5 600	7 426
Total de l'actif circulant								
31.12.2004	101 032	39 566	40 132	75 800	78 406	4 164	5 600	344 700
31.12.2003	110 038	14 869	49 940	47 991	71 432	4 573	5 659	304 502
Fonds étrangers								
Engagements envers les banques	1 039	–	37 500	59 734	–	–	–	98 273
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	–	9 004	–	–	–	–	–	9 004
Autres engagements envers la clientèle	169 692	7 163	4 414	1 287	8 958	95	–	191 609
Total des fonds étrangers								
31.12.2004	170 731	16 167	41 914	61 021	8 958	95	–	298 886
31.12.2003	158 819	28 090	33 466	48 465	4 470	120	–	273 430

3.13 Indication des créances et des engagements envers les sociétés liées ainsi que des crédits aux organes (en milliers de francs)

	2004	2003
Engagements envers les sociétés liées	–	1
Crédits aux organes	1 288	1 333

3.14 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger (en milliers de francs)

Actifs	2004		2003	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Liquidités	5 878	1 468	2 799	929
Créances résultant de papiers monétaires	–	11	21	30
Créances sur les banques	32 662	25 642	58 175	13 679
Créances sur la clientèle	53 643	77 793	48 456	47 300
Créances hypothécaires	138 536	494	124 751	546
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	–	1 147	–	–
Immobilisations financières	6 859	567	6 954	861
Participations	183	9 467	183	12 712
Immobilisations corporelles	15 013	–	15 409	–
Comptes de régularisation	3 749	–	4 560	–
Autres actifs	7 888	–	10 004	–
Total des actifs	264 411	116 589	271 312	76 057
Passifs				
Engagements envers les banques	87 324	10 949	68 638	6 808
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	8 951	53	7 071	93
Autres engagements envers la clientèle	104 915	86 694	112 812	78 007
Comptes de régularisation	5 965	–	3 894	–
Autres passifs	9 294	–	11 540	–
Correctifs de valeurs et provisions	5 415	–	4 392	–
Réserves pour risques bancaires généraux	1 500	–	–	–
Capital social	20 000	–	20 000	–
Réserve légale générale	10 000	–	10 000	–
Réserve pour propres titres de participation	2 256	–	–	–
Autres réserves	20 544	–	16 000	–
Bénéfice reporté	114	–	61	–
Bénéfice de l'exercice	7 026	–	8 053	–
Total des passifs	283 304	97 696	262 461	84 908

3.15 Répartition des actifs par pays / groupes de pays (en milliers de francs)

Actifs	2004		2003	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Europe				
<i>Suisse</i>	264 411	69.4	271 312	78.2
<i>Union européenne</i>	49 124	12.9	30 581	8.8
Etats-Unis d'Amérique	11 748	3.1	22 635	6.5
Asie	16 911	4.4	2 208	0.6
Autres pays	38 806	10.2	20 633	5.9
Total des actifs	381 000	100	347 369	100

3.16 Bilan par monnaies (en milliers de francs)

Actifs	Monnaies						
	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	Autres	Métaux
Liquidités	5 101	90	2 106	44	4	1	-
Créances résultant de papiers monétaires	-	-	-	11	-	-	-
Créances sur les banques	2 628	21 322	25 579	1 982	2 542	1 976	2 275
Créances sur la clientèle	61 900	42 980	23 719	2 497	13	327	-
Créances hypothécaires	139 030	-	-	-	-	-	-
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	-	1 122	25	-	-	-	-
Immobilisations financières	6 858	568	-	-	-	-	-
Participations	9 650	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	15 013	-	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation	3 745	-	2	-	-	2	-
Autres actifs	7 519	156	213	-	-	-	-
Total des positions portées à l'actif	251 444	66 238	51 644	4 534	2 559	2 306	2 275
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	148 131	151 933	123 838	4 168	11 718	2 553	-
Total des actifs	399 575	218 171	175 482	8 702	14 277	4 859	2 275
Passifs							
Engagements envers les banques	87 515	10 668	89	-	-	1	-
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	9 004	-	-	-	-	-	-
Autres engagements envers la clientèle	79 877	49 545	50 744	4 526	2 545	2 097	2 275
Comptes de régularisation	5 941	15	9	-	-	-	-
Autres passifs	8 820	392	81	-	-	1	-
Correctifs de valeurs et provisions	5 415	-	-	-	-	-	-
Réserves pour risques bancaires généraux	1 500	-	-	-	-	-	-
Capital social	20 000	-	-	-	-	-	-
Réserve légale générale	10 000	-	-	-	-	-	-
Réserve pour propres titres de participation	2 256	-	-	-	-	-	-
Autres réserves	20 544	-	-	-	-	-	-
Bénéfice reporté	114	-	-	-	-	-	-
Bénéfice de l'exercice	7 026	-	-	-	-	-	-
Total des positions portées au passif	258 012	60 620	50 923	4 526	2 545	2 099	2 275
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	148 326	151 950	123 841	4 169	11 719	2 555	-
Total des passifs	406 338	212 570	174 764	8 695	14 264	4 654	2 275
Position nette par devise	-6 763	5 601	718	7	13	205	-

4. Informations se rapportant aux opérations hors bilan

4.1 Répartition des engagements conditionnels (en milliers de francs)

	2004	2003
Garanties irrévocables	9 269	13 296

4.3 Instruments financiers dérivés ouverts (en milliers de francs)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Montant des sous-jacents	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Montant des sous-jacents
Instruments de taux						
Swaps	–	–	–	–	1 002	65 000
Devises						
<i>Contrats à terme</i>	4 030	6 007	297 812	–	–	–
<i>Swaps</i>	2 825	750	139 898	–	–	–
<i>Options (OTC)</i>	14	14	4 631	–	–	–
Total avant impact des contrats de netting						
31.12.2004	6 869	6 771	442 341	–	1 002	65 000
31.12.2003	8 633	8 484	317 143	–	1 019	69 000
Total après impact des contrats de netting						
31.12.2004	6 869	6 771	442 341	–	1 002	65 000
31.12.2003	8 633	8 484	317 143	–	1 019	69 000

4.4 Répartition des opérations fiduciaires (en milliers de francs)

	2004	2003
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	294 096	175 916
Placements fiduciaires auprès de BCV Guernesey	63 060	74 578
Total	357 156	250 494

4.5 Avoirs de la clientèle (en milliers de francs)

Genre d'avoirs de la clientèle	2004	2003
Avoirs détenus par des fonds sous gestion propre	785 565	541 444
Avoirs sous mandat de gestion	1 169 675	1 310 890
Autres avoirs	2 034 953	1 533 782
Total des avoirs de la clientèle (y compris prises en compte doubles)	3 990 193	3 386 116
Dont prises en compte doubles	785 565	534 692
Apport/retraits nets d'argent frais	507 781	539 835

5. Informations se rapportant au compte de résultat

5.2 Répartition du résultat des opérations de négoce (en milliers de francs)

	2004	2003
Devises et métaux précieux	5 398	5 185
Billets	180	140
Titres	65	126
Total	5 643	5 451

5.3 Charges de personnel (en milliers de francs)

	2004	2003
Appointements, salaires et gratifications	15 916	14 484
Contributions à des institutions de prévoyance professionnelle	2 028	2 017
Autres prestations sociales	1 259	1 190
Autres charges de personnel	266	295
Total des charges de personnel	19 469	17 986

5.4 Autres charges d'exploitation (en milliers de francs)

	2004	2003
Frais de locaux	1 060	974
Frais de l'informatique	2 518	2 171
Frais des informations financières	1 351	1 475
Frais des machines, du mobilier et des autres installations	102	68
Frais de publicité et de communication	1 204	1 228
Frais de fournitures de bureau et d'abonnements	420	427
Frais de télécommunication et d'affranchissements	392	384
Frais des assurances	56	58
Frais de voyages et de représentation	1 081	1 056
Frais de révision et des autres consultants extérieurs	992	777
TVA	309	321
Autres charges d'exploitation	558	636
Total des autres charges d'exploitation	10 043	9 575

5.5 Commentaires des produits et charges extraordinaires
et des correctifs de valeurs devenus libres (en milliers de francs)

Produits extraordinaires	2004	2003
Dissolution de provisions pour impôts devenues libres	399	–
Dissolution de provisions pour litiges devenues libres	–	260
Vente partielle d'une participation	3 009	–
Bénéfice de liquidation d'une participation	29	–
Bénéfice sur ventes d'immobilisations	28	–
Récupération de créances	16	350
Total	3 481	610

Charges extraordinaires	2004	2003
Perte comptable sur la vente d'un terrain	–	27
Constitution des Réserves pour risques bancaires généraux	1 500	–
Total	1 500	27

RÉPARTITION DU BÉNÉFICE SELON PROPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	CHF	
	2004	2003
Bénéfice de l'exercice	7 026 400.28	8 052 962.23
Bénéfice reporté	114 109.25	61 147.02
Bénéfice au bilan	7 140 509.53	8 114 109.25
Proposition de répartition du bénéfice au bilan		
Attribution aux autres réserves	-5 800 000.00	-6 800 000.00
Dividende	-1 200 000.00	-1 200 000.00
Attribution à la Réserve légale générale	-40 000.00	–
Bénéfice reporté	100 509.53	114 109.25

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale
des actionnaires de BANQUE PIGUET & CIE S.A., Yverdon-les-Bains

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié la comptabilité et les comptes annuels (bilan, compte de résultats, tableau de financement et annexe) de Banque Piguet & Cie S.A. pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2004. La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au Conseil d'administration alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes de la profession en Suisse. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels, ainsi que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan, sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 4 avril 2005

KPMG Fides Peat

Pierre Zach
Expert-comptable dipl.
Réviseur responsable

Laurent Bellières
Expert-comptable dipl.

ADRESSES

Siège social

Yverdon-les-Bains

Rue de la Plaine 14
CH-1400 Yverdon
Téléphone +41 (0)24 423 43 00
Fax +41 (0)24 423 43 05

Succursale

Genève

Place de l'Université 5
CH-1205 Genève
Téléphone +41 (0)22 322 88 00
Fax +41 (0)22 322 88 22

Agences

Lausanne

Rue du Grand-Chêne 8
CH-1003 Lausanne
Téléphone +41 (0)21 310 10 10
Fax +41 (0)21 310 10 20

Lugano

Via S. Balestra 17
CH-6900 Lugano
Téléphone +41 (0)91 913 44 50
Fax +41 (0)91 913 44 55

Participation

PRS International

801 Brickell Avenue
Miami, Florida 33131 – 2945, USA
Téléphone (+1305) 381 83 40
Fax (+1305) 381 83 34